

L'ÉGALITÉ, RIEN QUE L'ÉGALITÉ

COMMUNIQUÉ

PARIS, LE 4 MARS 2020

Alors que l'onde de choc planétaire provoquée par l'affaire Harvey Weinstein continue de se propager, tandis que l'omerta qui entourait le harcèlement sexuel et les violences envers les femmes n'en finit plus de se fissurer, la journée du 8 mars est l'occasion de mesurer les progrès qui ont été accomplis mais aussi la force des dénis qu'ils suscitent.

Disons-le d'emblée : la prise de conscience actuelle est à mettre entièrement au crédit des luttes des femmes, au courage individuel de celles qui ont su dénoncer ces violences et au courage collectif de toutes celles et ceux qui se sont mobilisés.

Force est de constater que si le discours en faveur de l'égalité femmes/hommes semble faire aujourd'hui consensus, la réalité montre que nos sociétés, France comprise, restent porteuses dans les rapports sociaux, le langage et les pratiques quotidiennes de l'héritage millénaire d'une vision patriarcale et genrée des rôles masculins et féminins.

A quelques jours de scrutins municipaux importants, la LDH rappelle aussi qu'un long chemin reste à parcourir pour que les femmes trouvent toute leur place dans la vie de la cité. Certes, la loi impose aujourd'hui la parité des listes dans les communes de plus de mille habitants, mais le constat à l'échelon national est sans appel : il n'y a que 16% de femmes maires et elles ne sont que 7,5% à se retrouver à la tête de structures intercommunales. Il montre bien que, contrairement à certaines affirmations, les femmes ne sont pas « les grandes gagnantes » des évolutions constatées au cours des dernières années et que le chemin pour une égalité réelle paraît encore long.

Enfin, à un moment où le projet gouvernemental de réformes des retraites continue de susciter le rejet d'une large part de l'opinion publique, toutes les mesures qui contribueraient à creuser davantage l'écart de pensions entre les femmes et les hommes ou modifieraient, aux détriments des femmes, les conditions d'attribution des droits familiaux ou des pensions de réversion doivent être combattues.

La question des droits des femmes et de leurs luttes ne renvoie pas à une seule discrimination mais à un faisceau d'injustices et d'inégalités qui font d'elles les premières victimes de politiques qui, depuis des décennies, n'ont fait que creuser les inégalités sociales au sein même de notre société.

La LDH appelle à se mobiliser et à participer aux rassemblements prévus partout en France le 8 mars à l'occasion de la Journée des droits des femmes. Afin de faire cesser les violences sexuelles et sexistes, les pratiques discriminantes ou la permanence de certains stéréotypes, il est plus que jamais nécessaire et urgent de mettre en place des politiques volontaristes de lutte contre le sexisme.

Ligue
des droits de
l'Homme

FONDÉE EN 1898

